

dire si, aux Nations Unies, il a fait des propositions précises au ministre des Affaires étrangères de France en ce qui concerne les mesures spéciales de coopération dans le domaine de la technologie de la recherche spatiale et des télécommunications par satellites? Dans l'affirmative, peut-il indiquer quels secteurs sont visés par ces propositions?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, la réponse à cette question est oui. J'ai fait certaines propositions au ministre français des Affaires étrangères. Il me faudrait beaucoup de temps pour les exposer à la Chambre. Peut-être pourrais-je répondre en détail à cette question lors de l'examen des crédits de mon ministère?

LES AFFAIRES INDIENNES

LA CRÉATION DE LA COMMISSION DES RÉCLAMATIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Ma question, que j'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, a trait aux entretiens et aux réunions actuels avec les Indiens du Canada, qui sont consternés de ce que la Commission des réclamations des Indiens, prévue par le gouvernement et dont il a été question dans le discours du trône, soit toujours dans les limbes. Je voudrais donc savoir si le ministre compte prendre des mesures immédiates pour faire connaître la politique officielle sur ce point et renseigner l'opinion sur le bill d'initiative ministérielle relatif à la Commission. Ainsi, ces questions pourraient être débattues sans tarder par les Indiens et leurs interlocuteurs.

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a étudié la question de la Commission des revendications des Indiens et il a promis qu'il y aurait consultation dès qu'une politique de base aura été établie.

M. Howard: Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire. Ai-je bien compris le député qui, je crois, est ministre suppléant? A-t-il dit qu'il y aurait une autre série de consultations après la présentation du bill sur la création d'une commission d'étude des revendications des Indiens? Si oui, peut-il nous dire exactement ce qui doit se passer?

M. l'Orateur: J'espère que le ministre suppléant ne nous fournira pas tous les détails, car il ne nous reste que deux minutes.

[M. Macquarrie.]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE GABON—LA REPRISE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. J'aimerais savoir si le Canada a fait les premiers pas vers la reprise des relations diplomatiques avec le Gabon?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Pas encore, monsieur l'Orateur.

M. Fairweather: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. En mars dernier, l'ancien premier ministre du Canada a dit qu'il comptait demander si la correspondance échangée à ce sujet pouvait être déposée sur le bureau de la Chambre. Pourrait-elle l'être maintenant?

L'hon. M. Sharp: Ces questions ne retiennent pas autant mon attention en ce temps-là, monsieur l'Orateur. Je consulterai les dossiers et je verrai ce qu'il est possible de faire. Je pourrais dire, pour clarifier ma réponse antérieure, que bien entendu, la France et le Gabon entretiennent des relations. Tout ce qui est arrivé, c'est qu'il n'y a pas encore eu, entre nous, d'échange de diplomates.

[Français]

QUESTION RELATIVE À LA REVISION DE LA POLITIQUE SUR LE VIETNAM

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Henri Latulippe (Compton): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Pourrait-il dire à la Chambre si le gouvernement a l'intention de réviser sa politique au sujet du Vietnam et, dans le cas de l'affirmative, le faire connaître d'une façon plus explicite?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, si le député veut bien parcourir ma déclaration d'hier aux Nations Unies, il pourrait y trouver une exposition lucide de notre position.

M. Lewis: C'est un témoignage subjectif.

L'AGRICULTURE

LA PROTECTION CONTRE LES IMPORTATIONS DE DINDES DES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. E. McKinley (Huron): Ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Le 16